



L'Union Européenne a signé avec seize pays d'Afrique de l'Ouest un accord dit de partenariat économique. Pire que le Traité transatlantique avec les Etats-Unis, l'APE est un blanc-seing donné par la Commission européenne aux multinationales pour piller les ressources et le marché africains. Un appel est lancé pour appeler les élus européens à ne pas ratifier cet accord.

Nous avons pris à quelques-un-e-s (Jacques Berthelot, Jean Gadrey, Susan George et Majdouline Sbaï) l'initiative d'un appel dont l'ambition est de bloquer l'adoption par le Parlement européen d'un projet très avancé, qui a exigé des années de négociations souterraines, à l'abri du regard et des exigences de la société civile : un APE, accord dit de partenariat économique avec seize pays de l'Afrique de l'Ouest, sous la pression de l'UE.

C'est pour nous un TAFTA (le grand marché transatlantique entre l'UE et les Etats-Unis) en pire. En pire en tout cas pour les peuples d'Afrique de l'Ouest. J'ai déjà consacré un billet à ce projet funeste et deux billets au projet TAFTA ou GMT, [dont celui-ci](#) .

Cet appel est assez court. J'aurai l'occasion, avec les trois personnes qui l'ont initié, d'expliciter certains aspects de cet APE, dont un mécanisme de règlement des différends entre les Etats et les firmes multinationales qui serait à coup sûr bien plus désastreux encore pour des pays pauvres que celui qui figure dans le projet TAFTA.

Nous espérons également que notre appel confortera la société civile africaine, mobilisée depuis quatorze ans contre ces projets d'APE, et qui va encore mener des mobilisations dans les pays concernés, dont il semble que les Parlements doivent se prononcer.

***ATTENTION : n'envoyez pas de signatures individuelles à ce stade. Notre intention est de réunir au cours de l'été des signatures d'une part d'ONG et associations en Europe et en Afrique, d'autre part d'élu-e-s ou anciens élu-e-s aux Parlements nationaux et au Parlement européen.***

Nous en avons déjà recueillies plusieurs en quelques jours, et non des moindres. Beaucoup d'autres vont arriver. Nous en rendrons la liste publique probablement vers la fin août et nous déciderons alors, en relation avec les organisations signataires, de lancer ou non une pétition « grand public » hébergée par un site approprié.

[Voir le texte de l'appel](#)